

Benjamin Matalon : refus du clivage Gauche-Droite, diverses conceptions

Le contenu des positions de gauche et de droite change, et de plus il n'est pas le même dans différents pays. Dans ces conditions, cette opposition est-elle vraiment pertinente ? Malgré tous ses avatars, elle structure la vie politique dans presque tous les pays, au moins dans le monde occidental. Mais, périodiquement, la question de son dépassement est posée de différentes manières, ce qui soulève le problème plus large de l'organisation de la vie de la cité. Mais remarquons d'abord que s'il y a depuis longtemps des politiciens et des citoyens qui s'affirment de gauche, il n'y a que trois ou quatre décennies au plus qu'en France on se reconnaît de droite, et personne ne se dit conservateur¹. Cette opposition a-t-elle un sens réel ou ne résulte-t-elle que des oppositions qui ont structuré autrefois l'organisation et la perception de la vie politique, un résidu de passé qui ne décrit plus correctement la situation d'aujourd'hui ?

Avec des fréquences variables selon les époques, des personnes, par ailleurs engagées dans la vie publique, appellent à son « dépassement ». Mais ce qu'on entend par là n'est pas clair, ou, plus exactement, ceux qui le préconisent ne veulent pas tous dire la même chose. Examinons différents sens possibles de cette injonction. Ils sont nombreux. Je vais tenter de les classer.

-A. Les *centristes* ne nient pas la pertinence de la distinction gauche / droite, mais voudraient prendre des idées des deux côtés, en excluant les plus extrêmes. C'est le cas des libéraux-démocrates anglais, que le système électoral exclut du pouvoir, malgré une popularité certaine. Mais dans d'autres pays, ils s'allient tantôt à la gauche, tantôt à la droite, selon leur intérêt, ce qui fait qu'on les considère facilement comme des opportunistes. Ce fut longtemps le cas en Allemagne avec les libéraux, En Italie, ils se sont divisés entre les coalitions de droite et de gauche.. En France, ils se sont toujours alliés à la droite, de façon plus ou moins critique, et n'ont jamais conclu d'alliance avec la gauche, peut-être rejetés par celle-ci (je laisse de côté la période très particulière qui a suivi la Libération). Nulle part les centristes n'ont réussi à s'imposer seuls, bien que Giscard ait affirmé que « la France veut être gouvernée au centre ». On ne peut pas prétendre que le centrisme dépasse le clivage gauche / droite, il se situe au centre de la même dimension, je dirai même qu'il en vit, mais il voudrait ne se situer d'aucun des deux côtés. Il faut mettre à part le cas du gaullisme, qui a lui aussi pris des éléments de programme de la droite et de la gauche, mais sans la volonté de modération qui caractérise le centrisme, et avec une insistance particulière sur l'État. Toutefois, par sa volonté de se placer au-dessus des partis, il relève plus d'un des cas suivants.

-B. Avec différents arguments, on peut soutenir qu'*il y a des problèmes plus importants et plus urgents que ceux dont tient compte l'opposition gauche / droite.*

-B1. Une manière de vouloir dépasser la droite et la gauche est d'insister sur une unité ou une valeur supérieures, plus importantes que cette distinction. Ce sont surtout des nationalistes qui ont invoqué cet argument, et voulu dépasser cette opposition, précisément parce que c'est une opposition, qui doit s'effacer, comme toutes les autres, devant l'unité de la nation et la

¹ Dans les pays anglo-saxons, au contraire, le terme est utilisé, et le position correspondante clairement assumée. Pour la plupart des politologues ou philosophes de la politique de langue anglaise, il semble aller de soi qu'il y a trois grandes orientations politiques : le conservatisme, le libéralisme et le socialisme. Nous reviendrons plus loin sur cette tripartition en nous demandant si elle est propre au monde anglo-saxon, ou si, même en France, elle ne serait pas plus éclairante que la bipartition gauche-droite.

nécessité de la défendre, tous les clivages étant perçus comme sources de faiblesse. Un des slogans de Le Pen a été : « Ni droite, ni gauche, Français ! », ce qui ne l'a d'ailleurs pas empêché à d'autres moments de se dire « droite nationale ».

-B2. Il peut arriver qu'on estime certains problèmes si urgents qu'il apparaît indispensable d'oublier toute opposition, et donc l'opposition gauche / droite, pour éviter des affrontements jugés secondaires par rapport aux problèmes essentiels. Ça a été le cas en temps de guerre, avec l'« union sacrée » pour faire face à l'ennemi et, dans plusieurs pays, et particulièrement en France, dans la résistance à l'occupation allemande, qui a vu lutter ensemble « celui qui croyait au ciel, celui qui n'y croyait pas ». Mais l'histoire montre que cela ne dure pas. Une fois écarté le danger, ou quand avec le temps s'est atténué le sentiment d'urgence, les vieilles oppositions réapparaissent. L'union n'a pas fait disparaître les sources de divergence, elle les avait simplement mises entre parenthèses. C'est un cas analogue au précédent, mais lié à une situation particulière, transitoire.

-B3. Dans d'autres cas, sans nier cette opposition ni prétendre la dépasser, on se réfère à des valeurs supposées communes, par exemple les Droits de l'Homme, l'action humanitaire ou la défense de l'environnement pour certains écologistes. Les organisations qui ont pour but de défendre ces valeurs ne nient pas la réalité ni l'importance de cette distinction, mais s'en veulent indépendantes et se situent à un autre niveau. Elles affirment alors que des personnes par ailleurs engagées à gauche comme à droite peuvent agir avec elles, et que tous les démocrates, voire tous les humains, peuvent se retrouver dans leur idéal.

-B4. Il faut aussi tenir compte du fait que, quel que soit le contenu qu'on donne à la dimension gauche / droite, elle est loin d'être la seule qui structure le champ des attitudes politiques.

Il est facile de voir la réalité de ces autres attitudes dans les clivages qui traversent tous les partis en principe construits en fonction d'elle. Il est classique d'y ajouter l'axe libéralisme / autoritarisme, on peut aussi évoquer la valorisation de l'unité ou de la diversité, qui peut recouvrir à peu près la dimension universalisme / relativisme, ou en France l'opposition jacobins / girondins, dont on retrouve des avatars encore aujourd'hui, parfois aussi dans d'autres pays. Dépasser le clivage gauche / droite peut consister à se préoccuper principalement de défendre des positions liées à un point sur un de ces autres axes, par exemple le régionalisme, ou à l'opposé la supra-nationalité.

-B5. Les anarchistes ont eux aussi prétendu se situer en dehors aussi bien de la gauche que de la droite ; en fait, ils refusent un jeu politique qui vise à s'emparer de l'État, alors que ce qu'ils veulent, c'est le faire disparaître. Méprisant la démocratie représentative au nom d'une démocratie directe, ils ne veulent rien avoir à faire avec des partis qui participent à une compétition électorale. Mais par leur refus de la propriété privée leur défense des travailleurs et leur participation aux syndicats, ils sont perçus comme une composante de la gauche, d'où leur acharnement à s'en démarquer et leur hostilité permanente à l'égard des socialistes et dans une moindre mesure, des communistes.

-C. Une troisième catégorie de raisons *conteste que différences entre la gauche et la droite soient réelles ou importantes.*

-C1 On peut reconnaître que la distinction a été pertinente, mais qu'elle est maintenant dépassée, puisque l'objectif essentiel de la gauche, qui la distinguait radicalement de la droite,

l'appropriation collective des moyens de production, voire l'abolition de toute propriété privée, a été abandonné, même par l'extrême-gauche, au moins dans les pays développés. Il est alors facile de soutenir que les politiques menées en fait par les gouvernants des deux bords ne diffèrent que peu ou pas du tout. Il serait donc inutile de d'attarder à une opposition obsolète, et urgent de faire « autre chose », de se situer « ailleurs ».

Il faut remarquer que ce point de vue est soutenu par des déçus de la gauche, plus rarement par des personnes originellement de droite. En fait, c'est surtout une critique de gauche adressée à la gauche de gouvernement, à qui on reproche de pactiser avec le libéralisme, de ne plus lutter contre le capitalisme, ce qui était la raison d'être du socialisme depuis au moins le milieu du XIX^{ème}. siècle. Puisque l'objectif n'est plus la rupture avec la société actuelle et la construction d'une société radicalement nouvelle, les différences entre les partis, et plus encore entre les politiques effectives des différents partis de gauche ou de droite apparaissent comme dérisoires. Certes, ce peut être aussi une position de droite. Il est arrivé à Le Pen, ou à des libéraux les plus déterminés, d'accuser les gouvernements de droite de « socialisme rampant », mais cela n'en reste pas moins une critique essentiellement de gauche. Constatant la « trahison » de la gauche au pouvoir, plutôt que de dériver vers l'extrême-gauche, certains cherchent une autre politique, dans un autre cadre, peut-être parce qu'ils ne voient pas ce que leurs actions pourraient viser de nouveau en restant dans le même cadre, et parfois par la conviction que les idées de gauche, même les plus radicales, ne permettent pas de proposer une véritable alternative au capitalisme.

Quand on n'explique pas cette similitude par la « trahison » des dirigeants, on invoque souvent la formation commune des politiciens des deux bords, et encore plus des hauts fonctionnaires, l'ENA. Cela joue certainement un rôle, mais il ne faut pas oublier que pendant toute la Troisième République la plupart des hommes politiques étaient des avocats ou des normaliens. On parlait de la « République des professeurs ». A ses débuts, l'Humanité se vantait d'être « le journal des 23 agrégés » (Je ne suis pas certain du nombre). Un milieu tout aussi homogène, mais qui n'empêchait pas des oppositions violentes, au moins dans les discours...

-C2 Le refus de l'opposition gauche / droite peut accompagner le refus de toute politique, puisque celle-ci s'est montrée incapable d'entraîner de véritables changements dans une situation qui les rendent pourtant indispensables. La gauche et la droite sont jugées équivalentes non pas nécessairement dans leur action, mais dans leur inefficacité. Il est donc inutile de s'engager où que ce soit, et même de voter, ou alors de pratiquer le vote purement protestataire, pour des candidats qui n'ont aucune chance d'être élus, et dont on ne souhaite peut-être même pas que le programme soit appliqué. Il ne reste que le repli sur la vie privée, en attendant vaguement des propositions vraiment nouvelles.

-C3. Une autre version de l'interprétation précédente, qui se voudrait moins pessimiste, (mais elle n'est favorable qu'aux yeux de ceux qui la défendent) est qu'il serait maintenant possible de gouverner « techniquement », loin de toute idéologie, comme est dirigée une entreprise. La politique, avec ses clivages, serait remplacée par la bonne « gouvernance ». Sous-jacente à cette conception se trouvent deux idées solidaires : il n'y a qu'une bonne manière de résoudre les problèmes qui se posent à la société, et c'est la science, en particulier l'économie (qu'on n'appelle plus depuis longtemps « économie politique » !) qui nous l'indique, plus que les autres sciences de l'homme. Les oppositions idéologiques seraient dépassées, sources de faux problèmes, et en particulier l'opposition gauche / droite. On peut appeler ça la pensée unique, bien qu'en fait elle n'ait jamais réussi à éliminer définitivement ses concurrentes. Ce ne sont

que ses partisans qui prétendent qu'elle est la seule possible. Cela revient à dire que les différences dans les valeurs, dans l'idée qu'on se fait d'une « bonne » société, n'ont pas leur place dans les choix politiques, étant donné les contraintes qui pèsent sur eux.

En France, cette emprise de la « technocratie », en fait de la haute administration, date de la IV^{ème}. République. A l'époque, à cause de l'instabilité gouvernementale chronique, ce sont les fonctionnaires qui se sont trouvés par nécessité en charge de la continuité de la politique, et il faut reconnaître qu'ils s'en sont très bien tirés, portés il est vrai par une conjoncture exceptionnellement favorable. De Gaulle s'est ensuite largement appuyé sur eux, tout en rétablissant l'autorité de l'État. Mais au-delà de cet aspect contingent, propre à la France, on peut observer partout une tendance à la technicisation de la politique.

Évidemment, la plupart des politiques refusent, au moins en paroles, cette position « technocratique », mais ils reprochent (ceux de droite plus souvent que ceux de gauche) volontiers à leurs adversaires de ne proposer que des mesures « idéologiques ». En quoi ils ont à mon avis tous raison, qu'il s'agisse des critiques de gauche ou de droite : toute politique est « idéologique », au sens où elle est guidée par des valeurs et par une conception du monde, sauf peut-être celle des politiciens corrompus ou guidés exclusivement par le goût du pouvoir, ce qui est quand même relativement rare à l'état pur, le goût du pouvoir et l'envie de faire triompher ses valeurs pouvant souvent être étroitement associés.

On trouve une même volonté d'éliminer les valeurs chez les libéraux les plus extrêmes, pour qui le rôle de l'État n'est pas d'imposer, ni même de favoriser, certaines manières de vivre, mais de créer les conditions voulues pour que chacun puisse vivre selon ses propres conceptions. Ici encore, l'économie est supposée apporter une caution scientifique à l'idée que c'est le libre marché qui y arrivera le mieux.

-D Enfin, il existe encore une autre possibilité : le refus du clivage gauche / droite serait le *refus des partis*. On trouve cette idée chez Rousseau, puis chez la plupart des révolutionnaires, qui refusaient tous les corps intermédiaires : entre l'État et les citoyens, il ne doit rien avoir. C'est le sens des lois Le Chapelier de 1791² qui, en particulier, interdisaient les corporations. A la suite de Rousseau, on craignait que l'intérêt du parti ne détourne de l'intérêt général. Ce n'est qu'à la fin du XIX^{ème}. siècle que les syndicats, puis les associations, donc les partis, ont été explicitement autorisés en France. (En Grande-Bretagne, les partis tory et whig existent depuis le XVIII^{ème} siècle, et il n'y a pas fallu de loi pour les autoriser) De Gaulle, lui aussi, condamnait le « régime des partis », au profit d'un contact direct entre le président et le peuple. Mais en fait ce contact se limitait à des « bains de foule » au cours desquels il serrait des mains... On peut se demander en quoi le café pris par Giscard avec des éboueurs lui ait inspiré de nouvelles idées politiques.

Plus sérieusement, lors de l'élection présidentielle, on est supposé voter pour une personne et pas pour un parti. Mais très vite on s'est aperçu que les moyens d'un parti, avec son appareil, ses militants, son argent, sont indispensables pour faire une campagne efficace et avoir quelques chances d'être élu. Cela peut renforcer l'idée que les partis nuisent en fait à la démocratie, puisqu'ils empêchent des personnalités qui peuvent avoir de la valeur d'être élus. Mais ce qui est au fond en cause, plus que l'importance des partis, c'est la nécessité de disposer de moyens importants pour faire campagne. En outre, autre facteur important, l'appartenance partisane des candidats détermine le choix d'une bonne part des électeurs.

² On a retenu surtout de ces lois qu'elles supprimaient les rigidités imposées par les corporations. Les deux motivations ont probablement existé.

Comme toute organisation, un parti peut, avec le temps, prendre comme but premier, réel mais jamais explicitement reconnu, sa perpétuation ou celle de son groupe dirigeant, négligeant les idées qui ont présidé à sa constitution. Michels l'a montré dans le cas des partis politiques, Galbraith dans celui des entreprises, et on a souvent dénoncé la même dérive dans des associations. Cela peut inciter des militants ou des sympathisants déçus à chercher d'autres formes d'organisation de la vie politique, jusqu'à présent sans résultat.

Ce refus des partis peut traduire le refus de jouer le jeu électoral et de d'assumer les responsabilités gouvernementales, comptant plus sur l'influence que peuvent exercer des mouvements même informels ou une communication efficace. Il ne s'agit pas de gouverner, mais de faire pression sur les gouvernants. C'est le cas actuellement des altermondialistes et, depuis plus longtemps, celui des féministes. Mais il ne s'agit pas vraiment d'un refus des partis, et pas non plus de celui de l'opposition gauche / droite, bien qu'il puisse s'y associer, mais le rejet d'une certaine forme de politique.

De plus, un problème grave se pose aux partis politiques, comme d'ailleurs à toutes les organisations, qui peut justifier qu'on s'en éloigne. Il a été mis en évidence par Michels pour les partis et par Galbraith pour les entreprises, et on l'évoque souvent pour les associations : avec le temps, le souci de perpétuer l'organisation ou son groupe dirigeant peut prendre le pas sur les objectifs initiaux qui ont justifié sa création. Mais il arrive aussi que ces objectifs soient dépassés, et qu'on estime dérisoire de s'y accrocher. Les querelles des anciens et des modernes peuvent se retrouver partout. On peut les voir comme la rivalité entre ceux qui ont le pouvoir et ceux qui veulent les remplacer, mais cela n'exclut pas que les divergences de fond puissent être bien réelles. Néanmoins, il est inutile de le nier, le danger de dérive autoritaire ou bureaucratique existe, mais il ne faut pas en prendre prétexte pour contester l'utilité des partis et des autres corps intermédiaires. Sans eux, on n'aurait que des individus isolés face au gouvernement, une société civile émietlée. Ce type d'individualisme serait alors le meilleur appoint du totalitarisme.

Ces différentes manières de refuser le clivage sont motivées en premier par le fait que c'est un clivage, alors que l'unité serait plus importante. Mais il existe aussi des critiques de la nature elle-même de l'opposition ; qu'on voudrait remplacer par d'autres. Les politologues anglo-saxons distinguent trois, et non pas deux, positions politiques : le conservatisme, le libéralisme et le socialisme. Mais dans tous les pays où ce schéma est supposé s'appliquer, on voit que la politique réelle se ramène toujours à l'opposition entre *deux* partis.

Laissons de côté le cas des Etats-Unis, où les partis démocrate et républicain peuvent difficilement être décrits en ces termes. En Grande-Bretagne, il y a bien trois partis qui correspondent à cette classification, le système électoral empêche qu'un troisième parti ne prenne de l'importance. Cela se traduit matériellement par la disposition des sièges à la Chambre des Communes, où majorité et opposition sont face à face. Il est paradoxal de constater, par contraste, qu'en France supposée fonctionner sur la dichotomie gauche / droite, de nombreux partis s'affrontent.

La plupart de ces positions, sauf la dernière, au-delà de leur diversité, ont en commun de ne pas chercher à remplacer le clivage gauche / droite par une autre opposition, mais de valoriser l'unité de la société, que cette opposition menacerait. Elles rejoignent le rêve séculaire d'une société sans conflits. Il vaut la peine de s'y arrêter.

